



# Compte-rendu de la CGT Éduc'action F3SCT DU 30 avril 2026

## **Déclaration liminaire et point sur le dialogue social : « Bricolage » et opacité**

Dès le début de l'instance, nous avons tenu à recadrer le discours de l'administration. Le Rectorat parle de « normalisation », mais pour la CGT Éduc'action, il s'agit avant tout d'un **rattrapage**. Historiquement, les recteurs admettaient le retard structurel inacceptable de Mayotte. Aujourd'hui, on essaie de nous faire croire que nous tendons vers les standards nationaux, ce qui est faux. Des classes en rotation qui accueillent un nombre démesuré d'élèves, ce n'est pas la normalité.

Nous avons dénoncé l'absence cruelle de réponses à nos sollicitations :

- Demandes d'audience restées lettre morte (notamment sur les dossiers du Lycée de Sada et la situation à Maudissant) malgré plusieurs relances.
- Absence de réponse aux courriers d'alerte, notamment concernant les pressions sur les militants et les collègues (ex: Collège de Koungou).
- Des fiches RSST remplies dans les écoles qui, manifestement, se perdent en route au niveau des IEN et ne parviennent jamais au Rectorat ou à la F3SCT.

## **DGI (Danger Grave et Imminent) et RSST**

La liste des établissements en DGI a été rappelée en fin de séance, soulignant l'ampleur de la crise sécuritaire et sanitaire : **Collège Ouangani, Vahibé, Miriréni élémentaire, Kaweni village, Dapani élémentaire, LPO Nord**.

Nous avons pointé du doigt les délais inacceptables de traitement des fiches RSST et des signalements de DGI. Le processus (accusé de réception, signature du chef d'établissement, transmission à l'ISST) est beaucoup trop long. Dans certains cas, les directeurs ou chefs de service n'apportent même pas de réponse aux signalements. Nous exigeons une plus grande transparence et la mise à disposition de tableaux de suivi accessibles.

## **Protocole sur les coupures d'eau (1D et 2D)**

Ce point a fait l'objet de vifs échanges. L'administration refuse que l'on emploie le terme de « bricolage », mais la réalité du terrain est implacable.

- **Eau non potable et personnel** : Nous avons dénoncé l'utilisation des cuves dont l'eau n'est pas potable. Si des gourdes ont pu être distribuées aux élèves par le passé (avec une efficacité toute relative), **rien n'est fait pour les personnels**. La CGT exige que l'Éducation nationale fournisse des bouteilles d'eau aux enseignants et aux agents.
- **Le problème des rotations dans le 1er degré** : Si l'eau est coupée dès le matin, l'administration doit admettre qu'il est impossible d'assurer la rotation de l'après-midi.
- **Gestion des élèves en cas de coupure** : L'administration maintient que si la coupure intervient alors que les élèves sont déjà dans l'enceinte de l'établissement, ils doivent y rester jusqu'à la fin de la demi-journée (pour des raisons de responsabilité). La CGT a rappelé que cela pose un problème majeur d'hygiène (accès aux sanitaires impossible, impossibilité de se laver les mains).

## **Synthèse : Visite F3SCT au Collège de Majicavo**

**Thématique de la visite : Les violences faites aux personnels.**

Le bilan de cette visite est particulièrement alarmant, non pas par les chiffres officiels, mais par le climat de travail qu'il révèle.

- **Des chiffres qui interrogent** : Si le questionnaire en ligne a recueilli 56 % de participation, les entretiens sur site ont été un naufrage total : **seuls 9 agents sur 186 (soit 5 %) ont osé s'exprimer.**
- **Un climat de contrôle et d'omerta** : L'organisation de cette visite a été littéralement phagocytée par la direction de l'établissement. La principale, d'une main de fer, a tout orchestré (choix des salles, "guidage" de la délégation), donnant l'illusion que "tout va bien".
- **La peur des personnels précaires** : Cette présence écrasante de la direction a étouffé la parole libre. À la veille des évaluations professionnelles, les personnels les plus fragiles (contractuels, AED) n'ont pris aucun risque de représailles. Devant ce manque de retours, l'administration a d'ailleurs dû différer la rédaction de son rapport final.

### **Développement : Suivi Bâtementaire 1er et 2nd Degrés**

Il est primordial de rappeler notre posture globale face à l'administration : nous refusons le terme de "normalisation" pour qualifier la situation des bâtiments scolaires à Mayotte. Il s'agit d'un **rattrapage structurel urgent**. Nous condamnons le "bricolage" permanent et nous inquiétons fortement des conséquences de la décentralisation (transfert de compétences aux collectivités) prévue pour 2030, qui menace le suivi financier des projets en cours.

### **Les chantiers en site occupé : Un danger sanitaire dénoncé**

C'est un point d'alerte majeur de notre mandat. De trop nombreux établissements (comme le **Lycée de Chirongui**) subissent des travaux lourds pendant que les cours sont maintenus.

- **Exposition aux risques** : Les personnels et les élèves sont exposés en permanence à des nuisances sonores insupportables et, plus grave encore, à l'inhalation de poussières fines de ciment hautement volatiles et dangereuses pour la santé respiratoire.
- **Revendication** : Les chantiers de cette ampleur doivent justifier la fermeture ponctuelle des établissements ou l'arrêt des travaux pendant le temps scolaire. L'administration ne peut pas sacrifier la santé publique sur l'autel du calendrier des travaux.

### **Suivi Bâtementaire du 1er Degré (Écoles)**

Le plan pour la rentrée 2026 (R26) montre de nombreux chantiers, souvent liés aux dégâts des intempéries passées (cyclones/tempêtes comme Chido), mais la réalité du terrain reste marquée par les rotations forcées.

- **Réhabilitations post-Chido** : Plusieurs écoles sont en chantier pour pouvoir rouvrir ou fonctionner correctement, notamment sur la circonscription de Tsingoni (Lihadji Abdou, Combani 1B) et l'école de Longoni (réhabilitation de 5 classes maternelles). À Koropa 3, 3 salles sont prévues pour R26.
- **Nouvelles constructions (Livraisons espérées R26)** : Des efforts sont concentrés sur Mtsangamouji (Chembényoumba, Mtsangamouji 4), Ouangani

1, Dembéni (Iloni), Dzaoudzi (La Ferme), Koungou (Plateau élémentaire, et 6 classes modulaires à Lamir) et Takamaka.

- **Le point noir** : Ces livraisons sont systématiquement suspendues à la capacité de raccordement en eau. L'administration tente de faire passer pour "normales" des écoles qui fonctionnent en rotation à cause du manque de locaux et de points d'eau, ce que nous refusons catégoriquement.

### **Suivi Bâtiminaire du 2nd Degré (Collèges et Lycées)**

Le document de suivi du Rectorat liste des projets structurants, mais nos interventions ont mis en lumière les dysfonctionnements graves qui impactent le quotidien :

- **Lycée Bamana** : \* C'est le grand chantier de reconstruction post-Chido, avec un mécénat Colas (1,5 M€) pour la rentrée 2026 et un grand projet de rénovation à 48 M€ d'ici 2029.
  - *Notre alerte* : Nous avons dénoncé les problèmes d'étanchéité persistants (toitures, restauration) qui sont un gouffre financier, ainsi que l'utilisation dangereuse de fils de fer barbelés type "concertina" pour sécuriser l'enceinte, dont nous questionnons la légalité en milieu scolaire.
- **Collège de Dembéni** : Les travaux patinent. Les entreprises ayant été réquisitionnées ailleurs, des espaces vitaux comme le CDI et la grande salle Visio ne sont toujours pas livrés. Un accord est en cours avec le SDIS pour régler le manque cruel de places de parking.
- **Cité de Bandrelé** : Un manque affligeant de sanitaires y est recensé. L'administration prévoit seulement 60 k€ pour réhabiliter l'existant en attendant de créer de nouveaux blocs.
- **Collège Kani-Kéli et Passamainty** : Des travaux de sécurisation lourds sont attendus pour la fin 2026, notamment la réparation des préaux arrachés par le cyclone (600 k€) à Kani-Kéli et le recul du mur de soutènement à Passamainty (200 k€) pour sécuriser le site.

**En résumé sur le bâti** : Le Rectorat aligne les millions sur les documents prévisionnels, mais sur le terrain, nos collègues subissent la poussière, le manque d'eau, des sanitaires insuffisants, et des infrastructures qui peinent à accueillir dignement l'explosion des effectifs.

**Bruno DEZILE, Élu F3SCT CGT Educ'action Mayotte**

